

Dans quatre ans, il s'agirait encore de \$4, et cela serait plus tolérable. Cela se comprend.

Mon histoire de la grenouille qu'on lance dans l'eau bouillante illustre ce point assez clairement. On trouve le moyen, selon cet idiot-là, de faire accepter le tout à la grenouille. Mettons la grenouille dans une chaudière d'eau froide, et ensuite, chauffons tranquillement la chaudière. L'eau chauffe tranquillement, la grenouille s'habitue, et puis elle y meurt tout à coup; l'eau est bouillante, la grenouille est cuite, elle n'en a pas eu connaissance. Cela s'est bien passé, c'est plus acceptable ainsi. Imaginons-nous le nombre de grenouilles, à Hull! Le ministre comprend cela, il rit!

Ce système-là ne peut engendrer autre chose que ce que nous voyons présentement. Hier soir, à Sherbrooke, une réunion sur la Constitution du Canada réunissait 500 jeunes Canadiens français, des députés libéraux, les députés de Sherbrooke (M. Gervais), de Matane (M. De Bané) et de Richmond (M. Beaudoin). D'autres députés, conservateurs progressistes, je crois, étaient là. La plupart se sont fait «descendre» de belle façon. Le fédéralisme, pour eux, ne compte plus pour aucune considération. «Allez-vous en à Ottawa, on ne veut plus vous voir. Vous venez ici pour nous chanter des chansons». Cela s'est produit à Sherbrooke, hier soir. Demain, ce sera à Vancouver. Ensuite, à Toronto, et plus tard, ce sera peut-être chez moi en Abitibi.

Il est temps que le gouvernement pense à autre chose qu'à imposer des taxes, ou à placer des «cataplasmes sur des jambes de bois». Le malaise principal, ce n'est pas le manque de cœur dans la poitrine des Canadiens, mais le manque d'argent dans le portefeuille. Voilà le bobo. Les municipalités, les commissions scolaires, les provinces, les individus, les familles, le gouvernement canadien sont tous aux prises avec le système financier. Au lieu de corriger ce qu'il est encore temps de corriger, on «patine», et on assiste à des réunions qui ne sont pas tellement intéressantes, comme celle d'hier soir, à Sherbrooke.

Nos propositions peuvent faire rire encore beaucoup de gens. Peut-être sera-t-il trop tard quand on reconnaîtra leur bien-fondé. Je souhaite, pendant qu'il en est encore temps, que le gouvernement ne craigne pas d'assumer ses responsabilités. La population va l'appuyer, mais les jeunes sont prêts, actuellement, à tout faire sauter, au Canada. Donnons-leur la possibilité de s'intégrer à une société où ils se sentiront humains, et à ce moment-là, l'argent sera au service de la personne humaine. La personne humaine ne sera plus au service de l'argent, comme cela existe dans le régime actuel, régime du vol légalisé, contrôlé par quelques banquiers canadiens.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): A l'ordre. L'honorable député de Portneuf (M. Godin) a la parole.

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de vous signaler qu'il est 6 heures.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): A l'ordre. Comme il est 6 heures; je quitte le fauteuil pour le reprendre à 8 heures.

[M. Caouette.]

[Traduction]

Comme c'est la veille de la Saint-Patrice, j'aimerais, sobrement inspiré par des sentiments d'amitié, vous dire cette vieille prière irlandaise:

May the road rise to meet you,
May the wind be always at your back;
May the sunshine warm up your face,
May the rain fall soft upon your field;
And may you be a long time in Heaven,
Before the Devil knows you're dead.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, étant donné les besoins toujours grandissants de la majorité des Canadiens, il me fait plaisir d'appuyer la motion à l'étude, présentée par l'honorable député de Bellechasse (M. Lambert). Étant donné que cette motion recommande l'application d'une formule ou d'un outil qui favoriserait une administration plus souple, mieux adaptée aux possibilités de notre pays, j'espère qu'elle sera également appuyée par tous ceux qui ont été élus pour voir aux intérêts de leurs électeurs. Un député conservateur progressiste, l'honorable député de St-Hyacinthe (M. Ricard), a proposé, au cours de l'après-midi, une meilleure répartition de l'assiette fiscale. Je veux bien l'en remercier, et salue une intention très louable qui a certainement eu de la valeur, pendant la guerre et l'après-guerre. Toutefois, notre expérience en ce domaine nous laisse croire qu'en temps de paix, la répartition de l'assiette fiscale n'est pas suffisante. C'est pour cela que les créditistes proposent, non pas la répartition de l'assiette fiscale, mais ils proposent que celle-ci soit agrandie et remplie selon les besoins des membres de la grande famille canadienne. Actuellement, individus, familles, sociétés et nations, tout ce qui existe doit s'administrer, et tout ce qui s'administre doit s'administrer selon une formule que tout le monde a acceptée: «revenus égalent dépenses et profits.» Tous les comptables et les administrateurs diplômés le savent. Tout le monde sait aussi, par expérience, que rien ne fonctionne normalement si l'on accumule des déficits continuellement. Les déficits causent des dettes, les dettes exigent des intérêts, les intérêts augmentent les charges fixes des administrations déficitaires, de sorte que le système de déficits, de dettes et d'intérêts constitue un cercle vicieux, en spirale, sans fin, qui ne peut jamais retrouver l'équilibre.

Ceci est vrai pour les nations, les sociétés, les familles et les individus.

• (8.10 p.m.)

L'ensemble des nations constitue l'humanité tout entière, elle-même composée de tous les êtres humains sur la terre, qui vivent tant bien que mal, à même les ressources naturelles créées par le Maître suprême de l'univers.

Ici, dans notre Parlement, nous n'avons peut-être pas à veiller sur les citoyens de la terre entière, mais nous avons la responsabilité administrative des 21 millions de citoyens canadiens.